

LA PREFECTURE NOUS EXPULSE

LE COLLECTIF BARAS CONTINUE À LUTTER !

Nous sommes environ 150 migrants originaires d'Afrique de l'Ouest et Centrale, rassemblés dans le collectif Baras. Depuis de nombreuses années, nous vivions en Libye : la guerre de 2011 nous a forcés à en partir. Aujourd'hui nous sommes en France pour vivre tranquillement et pour travailler. La France est responsable de notre condition de sans-papiers ici aussi bien que de la guerre et du pillage qui nous ont poussé à partir. Nous demandons sans cesse au préfet de nous régulariser au plus vite ! Mais les critères imposés par la loi sur la régularisation par le travail sont beaucoup trop restrictifs. Actuellement, nous travaillons dans les secteurs du nettoyage, du bâtiment, du gardiennage, de la restauration... où nous sommes exploités, puisque nous ne disposons d'aucun statut. C'est pourquoi il faut obtenir la régularisation de tou.te.s les sans-papiers !

Le collectif Baras est aussi déterminé à obtenir un toit pour l'ensemble de ses membres. Toutes nos démarches et demandes d'hébergement auprès des pouvoirs publics (ministères, préfectures et les 9 maires d'Est-Ensemble) ont toujours fait l'objet de refus. Nous avons passé plusieurs mois à la rue entre 2012 et 2013, puis de nouveau en 2017 et en 2018. Nous avons occupé des bâtiments vides à Montreuil, à Bagnolet et aux Lilas. À chaque fois, nous en avons été expulsés. Les squats dans lesquels nous vivons sont des solutions par défaut, pour répondre à l'urgence de la situation.

L'urgence est toujours là ! Nous avons été expulsés par ordre de la préfecture le 20 août 2018 au petit matin, et sans aucun préavis, du lieu où nous habitons depuis un an, au 42 rue des Bruyères aux Lilas. Malgré une première date d'expulsion fixée au 13 août, nous avons fait appel de cette décision du juge. Cette expulsion arrive alors que nous attendions le rendu du procès le 13 septembre. Mais France Habitation, la société anonyme de HLM propriétaire du bâtiment, en a décidé autrement et a sollicité l'intervention des forces de l'ordre.

Les CRS sont arrivés vers 6h du matin. Ils ont cassé des portes de chambres, volé de l'argent, et des documents personnels ont disparu. Malgré le réveil matinal, plusieurs membres du collectif étaient déjà partis travailler et ceux qui restaient ont été empêchés de récupérer les affaires et d'alerter les soutiens. Les flics alternaient des menaces d'utiliser le gaz et l'ironie sur la situation. Les membres du collectif ont dû partir par groupes de cinq du bâtiment et ils se sont fait escorter dans le quartier par la police. Après l'expulsion, les CRS se sont précipités devant les deux mairies, des Lilas et de Bagnolet, pour empêcher tout rassemblement, ce qui avait déjà été fait lors des précédentes expulsions. Nous nous sommes finalement retrouvés sous l'échangeur de Gallieni, mais là aussi nous avons trouvé la police qui nous attendait.

Nous dormons sous le pont de l'échangeur de Bagnolet, dans des conditions pénibles. La police nous empêche même de monter des tentes pour nous protéger de la pluie et nous menace d'expulsion, alors que nous sommes complètement invisibles. Est-ce que nous sommes des êtres humains ? La préfecture, la mairie et la police nous traitent comme de la merde, mais nous continuons la lutte.

**RASSEMBLEMENT LE VENDREDI 31 AOÛT À 16H30 SOUS
L'ÉCHANGEUR DE BAGNOLET (métro Gallieni)**

PRISE DE PAROLE ET CANTINE DE SOUTIEN À PARTIR DE 18H30

Nous exigeons une solution, les mairies des Lilas et de Bagnolet doivent nous entendre ! Stop aux expulsions ! Un toit et des papiers pour tou.te.s !

Contacts : FB Collectif Baras / 0769954672 – 0698781039 / lesbaras@squat.net